

## **DECISION DU PREMIER VICE-PRESIDENT PAR DELEGATION DU PRESIDENT**

### **N° DEC\_2024\_208 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AUTOSURVEILLANCE RÉGLEMENTAIRE DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT**

Le Premier Vice-Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L.5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-2128 du 29 octobre 1999 portant extension du périmètre du District dans le cadre du processus de transformation en Communauté d'Agglomération afin de tenir compte de la cohérence territoriale de l'agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2202 du 22 novembre 1999 portant transformation-extension du District en Communauté d'Agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-1111 du 22 juillet 2022 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Vu le procès-verbal du 16 juillet 2020 portant élection du Président et des Vice-Présidents ;

Vu la délibération n° DEL\_2020\_056 du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 portant délégation du Conseil au Bureau et au Président ainsi qu'autorisation de subdélégation de signature du Président au profit des membres de la Direction Générale ou des Responsables de service ;

Vu l'arrêté n° ARR\_2020\_065 du 31 juillet 2020 relatif à la prévention des risques de conflit d'intérêt pour Monsieur le Président et portant délégation de fonction à Monsieur Christian POULHES, Premier Vice-Président en charge de l'Administration Générale, des Finances et des Contractualisations et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Messieurs Frédéric GODBARGE, Jean-Pierre PICARD et Jean-Luc TOURLAN, Conseillers Délégués ;

Vu les dispositions relatives à la procédure adaptée énoncées par les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique ;

Vu l'avis d'appel public à concurrence envoyé au BOAMP le 2 avril 2024 relatif aux travaux pour la mise en œuvre de l'autosurveillance réglementaire des réseaux d'assainissement ;

Considérant la mise aux normes réglementaire de l'autosurveillance des déversoirs d'orage dans le cadre global de la mise aux normes de Souleyrie ;

Considérant, dans ce cadre, les dix offres reçues par voie dématérialisée, dans les délais fixés par le règlement de la consultation, cinq en offre de base (acquisition des data loggers), cinq en offre variante (location des data loggers pour une durée de 24 mois) ;

Considérant que le système de communication sécurisé des data loggers n'est pas encore commercialisé sans qu'il soit possible, à ce jour, de prévoir une date de mise en disponibilité et de fiabilité de ces équipements ;

Considérant qu'au terme de l'analyse, la solution variante et l'offre de base présentées par la société COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE apparaissent respectivement comme les deux offres les mieux-disantes au regard des critères de jugement des offres énoncés par le règlement de la consultation ;

Considérant le faible écart de prix entre ces deux propositions, et qu'il convient de ne pas risquer un dépassement dans la location des data loggers face aux incertitudes de commercialisation d'enregistreurs de données conformes aux orientations de cyber sécurité, l'offre de base « acquisition » est privilégiée ;

**DÉCIDE :**

- d'attribuer le marché de travaux pour la mise en œuvre de l'autosurveillance réglementaire des réseaux d'assainissement, à la société COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE, domiciliée à Paris (75), pour un montant global et forfaitaire de 42 144,00 € HT, proposition correspondant à l'offre de base ;

- de signer le marché et d'en assurer l'exécution.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Au registre sont les signatures  
Pour extrait certifié conforme,  
Fait à Aurillac, le 20 août 2024  
Pour le Président,  
Le Premier Vice-Président,

Christian POULHES.